

Palestine - Solidarité

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 200 du 15.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

sur mon blog : journal-palestine.blogspot.com ; <http://journal-palestine.blogspot.com>

et

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Shihadeh : ABOU AMMAR, toujours vivant en nous

1 médias

1-1 Ali Abunimah : Lettre à monsieur Erkki Tuomioja.

2 Les brèves

2-1 Feuille de route vers la catastrophe.

2-2 Veto américain.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Marzûq al-Halabi : Au commencement, l'épuration ethnique.

3-2 Point de vue de Salim Jubran : Adolf Lieberman .

3-3 Point de vue de Uri Avnery : Lieberman et le déclin de la démocratie en Israël.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Shihadeh : ABOU AMMAR, toujours vivant en nous

« Le Président Arafat restera à jamais un symbole d'héroïsme pour tous les peuples du monde qui luttent pour la justice et la liberté », Nelson Mandela [1]

A l'occasion du deuxième anniversaire de la disparition du Président Yasser Arafat, chef et symbole de la lutte nationale du peuple palestinien, la Délégation Générale de Palestine en France s'incline devant sa mémoire. Elle réaffirme que le peuple palestinien, toutes tendances confondues, et les amis de la Palestine resteront fidèles aux principes et objectifs de Yasser Arafat.

Parti avec une poignée de jeunes camarades, dans les années 60, ce grand leader visionnaire et charismatique a su révéler au monde l'existence de notre peuple. Les réfugiés ont retrouvé une identité, une destinée, un combat. Depuis quarante ans, Arafat, devenu Abou Ammar, a forgé et incarné le mouvement national palestinien contemporain qui a combattu, et continue à combattre, pour la création de son Etat indépendant, avec Jérusalem pour capitale et le règlement de la question des réfugiés palestiniens sur la base des résolutions des Nations Unies, comme le prévoit le droit international.

Notre Président Yasser Arafat, à jamais présent et ô combien vivant dans nos cours, grand francophile et francophone, fut le premier à encourager le développement des liens avec la France, ainsi que la francophonie en Palestine. Les liens privilégiés qu'il a tissés tout au long de ces années avec la France l'ont conduit naturellement à choisir cette terre d'accueil, pour son exil médical, celle du « docteur Chirac » comme il aimait à l'appeler. Il portait toujours la Croix de Lorraine que lui avait offert le Général de Gaulle, symbole de la lutte française en résonance avec la sienne, la nôtre et celle de tous les hommes épris de liberté.

A l'occasion du deuxième anniversaire de la disparition du Président Arafat, la Délégation Générale de Palestine en France voudrait à nouveau exprimer sa profonde gratitude à l'égard de la France, cette grande Nation amie, Puissance morale internationale, à son Président Monsieur Jacques Chirac, à son gouvernement, à son peuple, à ses associations et à sa presse. Elle leur demande de continuer à ouvrir pour l'application du droit international, le respect des droits du peuple palestinien et la réalisation de son indépendance.

Aujourd'hui après deux ans du départ d'Abou Ammar, l'occupation israélienne continue au rythme des agressions et des massacres. Beit Hanoun en est la tragique illustration. Israël prétendait qu'Arafat était l'obstacle à la paix. Sa mort n'a pas empêché Israël de continuer à ignorer le partenaire palestinien révélant que l'occupation sous toutes ses formes est le véritable obstacle à la paix. La paix des braves qu'Arafat appelait de ses vœux s'éloigne un peu plus avec chaque nouvelle pierre venue renforcer le mur d'annexion, chaque exécution extrajudiciaire, chaque incursion, chaque colonie construite, chaque centimètre de terre exproprié. Celui qui incarnait à la fois la révolte des Palestiniens et leur désir de paix savait plus que quiconque que seule la reconnaissance des droits des Palestiniens, conformément au droit international et notamment aux résolutions de l'ONU pouvait ouvrir la voie de la paix et garantir la stabilité de la région. Répondre aux aspirations légitimes de notre peuple est le seul moyen de mettre fin au conflit et d'assurer la sécurité de tous. Son message reste plus que jamais d'actualité.

Fait à Paris le 11/11/2006

[1] Préface d' Arafat l'irréductible du journaliste israélien Amnon Kapeliouk.

1 Médias

1-1 Ali Abunimah : Lettre à monsieur Erkki Tuomioja.

Le 6 novembre 2006

S.E. Monsieur Erkki Tuomioja
Ministre des Affaires étrangères
Ministère des Affaires étrangères
Helsinki
Finlande

Monsieur le Ministre Tuomioja,

Je vous écris à propos du communiqué du Gouvernement finlandais s'exprimant en sa qualité de Président de l'Union Européenne et portant sur les violences actuelles à Gaza. Cette question me touchant très profondément en tant que Palestinien et en tant qu'être humain, j'espère que vous ne m'en voudrez pas d'avancer quelques arguments et suggestions.

Votre communiqué du 4 novembre disait : « L'Union Européenne est profondément préoccupée par le redoublement de violence à Gaza. La Présidence déplore le nombre croissant de victimes civiles causées par

l'opération militaire israélienne. Le droit de tout Etat à se défendre ne justifie pas un usage disproportionné de la violence, ni des actions contraires au droit humanitaire international. »

Il ajoutait que « *La Présidence appelle les dirigeants palestiniens à mettre fin aux activités terroristes, y compris les tirs de roquettes contre le territoire israélien* ».

Je voudrais attirer votre attention sur ce qui suit :

- Les dirigeants israéliens ont montré qu'ils ne faisaient pas de distinction entre civils et combattants de la résistance armée. Selon l'organisation israélienne des droits de l'homme « *B'Tselem* », le Premier Ministre israélien Ehoud Olmert a déclaré, le 30 octobre, devant le Parlement israélien, qu'au cours des trois derniers mois, l'armée israélienne avait tué 300 « *terroristes* » dans la Bande de Gaza. D'après les investigations de B'Tselem, les forces israéliennes d'occupation ont effectivement tué 294 Palestiniens à Gaza entre le 26 juin et le 27 octobre. Mais plus de la moitié d'entre eux – soit 155 personnes, dont 61 enfants – ne participaient pas aux combats lorsqu'ils ont été tués. Ces chiffres N'incluent PAS les 49 Palestiniens tués par Israël depuis le 1^{er} novembre.
- Comme indiqué, entre le 1^{er} novembre et aujourd'hui, les forces d'occupation israéliennes ont tué 49 Palestiniens, en ont blessé plus de 150 et causé des destructions énormes à l'encontre d'un peuple sous occupation qu'aux termes du droit international, Israël est tenu de protéger. Parmi les victimes de ces toutes dernières atrocités israéliennes se trouvent au moins sept enfants, deux femmes et deux auxiliaires médicaux du Croissant Rouge venus porter assistance aux blessés. Pourriez-vous me dire combien d'Israéliens ont été tués ou blessés par l'activité « *terroriste* » qui autoriserait, selon vous, l'action militaire israélienne à Gaza ?
- Alors que personne ne peut contester le « *droit de tout pays à se défendre* », Israël n'est à l'évidence pas engagé dans une légitime défense mais dans la protection d'une infrastructure coloniale en expansion permanente et la protection de l'occupation de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Comme l'a établi la Cour Internationale de Justice en juillet 2004, Israël dispose de la faculté de se protéger en retirant tous ses soldats et ses colons des territoires occupés en 1967, comme l'exige le droit international. Votre échec à sommer Israël à le faire revient à cautionner les colonies illégales d'Israël ainsi que son recours à la force pour assurer leur maintien.
- Votre communiqué fait mention des activités « *terroristes* » de Palestiniens et échoue à défendre leur droit à résister à une occupation militaire étrangère. Ce droit est universellement reconnu. Je ne doute pas que vous savez, par exemple, que la constitution d'une autre nation scandinave et Etat membre de l'Union Européenne, la Suède, stipule qu'au cas où n'importe quelle partie du pays devait se trouver sous occupation, il serait du devoir de tout agent de la fonction publique « *d'agir de la manière qui sert au mieux les efforts de défense et les activités de résistance* », et qu' « *en aucune circonstance, un organisme public ne peut prendre une décision ou entreprendre une action qui imposerait à tout citoyen du royaume le devoir de prêter assistance à la puissance occupante en violation du droit international* ». On ne voit pas clairement pourquoi l'UE réaffirme constamment le prétendu « *droit* » d'Israël à « *se* » défendre, mais s'abstient de faire la moindre mention du droit palestinien à la légitime défense et à la résistance. Pire encore, il semble relever de la politique de l'UE de tenir les Palestiniens pour obligés d'aider leurs occupants à les opprimer et à réprimer la résistance. Si, le ciel vous préserve, votre pays devait passer sous une occupation militaire hostile, que feriez-vous ?
- Je suis de tout cœur d'accord avec ce passage de votre communiqué qui dit que « *La violence ne fera qu'aggraver, dans la région, une situation qui est déjà grave* ». Mais on ne mettra pas fin à la violence en condamnant vainement les victimes et en apaisant lâchement l'occupant. Elle prendra fin lorsque des gouvernements comme le vôtre interviendront afin qu'Israël ait à rendre des comptes en tant que puissance coloniale occupante. Si vous ne voulez pas que les Palestiniens aient à recourir à quelque forme de violence que ce soit, vous devriez alors offrir une alternative. Devant les yeux du monde, les forces d'occupation israéliennes ont ouvert le feu à balles réelles sur une manifestation de femmes palestiniennes non armées, courageuses et exemplaires, à Beit Hanoun. Les Etats membres de l'UE n'ont rien fait pour aider les Palestiniens à résister pacifiquement, même quand Israël les fauche à la mitrailleuse.

Pour le cas où votre désir de paix déclaré serait sérieux et sincère, voici six mesures que vous pourriez réclamer immédiatement :

1. Constatant la grave escalade dans les crimes et les violations des droits de l'homme dont le gouvernement israélien se rend coupable, y compris le meurtre aveugle de civils, l'incessante confiscation de terres et la construction de colonies illégales, suspendre, avec effet immédiat, l'Accord d'Association UE-Israël, conformément à l'Article 2 dudit accord.

2. Adopter un embargo total sur les armes, empêchant les pays de l'UE d'acheter ou de vendre des armes à Israël.

3. Prenant acte des nouvelles déclarations faites par le Vice Premier Ministre et Ministre des Menaces stratégiques, Avigdor Lieberman, qui menace d'exécution extrajudiciaire le Premier Ministre palestinien Ismaïl Haniyeh et appelle au «*transfert chirurgical* » (en d'autres termes, au nettoyage ethnique) de tous les citoyens arabes hors d'Israël (voir le quotidien Haaretz, 4 et 5 novembre), limiter strictement les contacts, l'aide et le commerce avec Israël jusqu'à ce qu'il renonce à la violence, au terrorisme d'Etat, au colonialisme, au nettoyage ethnique, et qu'il s'engage à appliquer pleinement le droit international, les résolutions de l'ONU, la décision de la CIJ à propos du Mur de Cisjordanie, et à mettre un terme à toutes les formes sanctionnées officiellement et inscrites dans la loi, de discrimination raciale à l'encontre de ses citoyens non juifs.

4. Constatant qu'un tiers des députés et des ministres élus par les Palestiniens sous occupation ont été kidnappés et retenus en otages par les forces d'occupation israéliennes depuis le mois de juin, les pays de l'UE devraient refuser de délivrer à tout représentant officiel d'Israël les visas permettant de voyager dans l'espace européen, jusqu'à ce que tous les représentants palestiniens élus soient libérés et autorisés à remplir leurs fonctions sans être molestés par les forces d'occupation.

5. Prenant acte des déclarations répétées des dirigeants des Palestiniens sous occupation, y compris le Premier Ministre Ismaïl Haniyeh, appelant à une trêve de 10 ans sur le modèle de celle établie entre l'IRA et le gouvernement britannique qui a engagé des négociations de paix, mettre immédiatement fin aux sanctions contre l'Autorité Palestinienne élue et mener des pourparlers avec tous les partis palestiniens.

6. Accorder un soutien moral, politique et autres formes d'appui à la résistance civile palestinienne, en particulier la campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions à laquelle des centaines d'organisations émanant de la société civile palestinienne ont appelé.

Je me fie à l'idée que vous verrez ces mesures comme étant les démarches raisonnables minimales que vous êtes tenu d'adopter, étant donné les obligations de votre pays à l'égard de la quatrième Convention de Genève et votre attachement aux principes de paix, de justice, d'antiracisme et des droits de l'homme. Je suis sûr que vous aimeriez que l'Union Européenne n'en fasse pas moins pour vous si vous étiez dans la même situation que les Palestiniens.

Je suis dans l'impatience d'une réponse positive de vous.

Sincèrement vôtre,

Ali Abunimah

Cofondateur de The Electronic Intifada

(écrivain à titre personnel)

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

2-1 Feuille de route vers la catastrophe.

Comme en témoigne l'entrée au gouvernement du leader de l'extrême-droite nationaliste israélienne : Lieberman , et la brutalité accrue des attaques quotidiennes contre les Palestiniens de Gaza, l'équipe dirigeante israélienne a fait le choix d'une politique sanguinaire, meurtrière et qui ferme la porte à toute négociation avec les palestiniens. Implicitement et pour reprendre une expression terrifiante qui a eu cours en d'autres circonstances, Israël ne laisse plus le choix aux Palestiniens qu'entre la valise ou le cercueil. Ce durcissement est la réponse, la pire des réponses, à l'échec militaire et politique qu'a subi Israël cet été au Liban, échec dont il faut prendre l'exacte mesure.

2-2 Veto américain.

A Israël, vous lui dites qu'il peut continuer à se considérer au-dessus du droit international.

Au peuple palestinien, vous lui dites que la justice n'est pas rendue de façon correcte."

(Riyad Mansour, observateur palestinien auprès de l'ONU, Riyad Mansour)

Les Etats-Unis ont opposé samedi leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui visait à condamner l'agression militaire israélienne dans la bande de Gaza et à réclamer le retrait des troupes de l'armée d'occupation de ce territoire palestinien.

Les Etats-Unis, a déclaré l'ambassadeur américain à l'ONU John Bolton, sont "troublés" par le projet de résolution présenté par le Qatar au nom des pays arabes. Ce texte est "de parti pris contre Israël et politiquement motivé", a-t-il dit.

Ce projet de résolution ne "définit pas de façon équitable les récents événements à Gaza et ne fait pas non plus avancer la cause de la paix israélo-palestinienne à laquelle nous aspirons et pour laquelle nous travaillons assidûment", a ajouté le diplomate devant le Conseil de sécurité.

Il s'agit du deuxième veto américain de l'année à l'ONU concernant les agressions militaires israéliens à Gaza.

Le projet de résolution a été approuvé par 10 des 15 membres du Conseil, dont trois membres permanents (France, Russie et Chine), tandis que quatre autres membres se sont abstenus (Grande-Bretagne, Danemark, Japon et Slovaquie). Le veto américain empêche l'adoption de la résolution.

A Jérusalem, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de l'autorité d'occupation, Mark Regev, a qualifié le projet de résolution de "très partial". "Il est bon qu'il n'ait pas été adopté par le Conseil de sécurité", a-t-il ajouté.

L'observateur palestinien auprès de l'ONU, Riyad Mansour, s'est dit déçu par l'issue du scrutin. "Vous envoyez aujourd'hui deux mauvais messages", a-t-il déclaré devant le Conseil de sécurité. "A Israël, vous lui dites qu'il peut continuer à se considérer au-dessus du droit international. Au peuple palestinien, vous lui dites que la justice n'est pas rendue de façon correcte."

L'ambassadeur du Qatar, Nassir Al-Nasser, qui avait présenté la résolution au nom des Palestiniens, a estimé que l'incapacité du Conseil de sécurité à adopter ce projet de résolution conduirait Israël à poursuivre ses violences contre les Palestiniens. "Toute réaction ou réponse tiède de notre part donne l'impression que nous nous dérobons à nos responsabilités humanitaires", a déclaré l'ambassadeur qatari.

Les Palestiniens avaient dénoncé cette semaine le silence des Nations unies sur les agressions militaires israéliennes.

Cet été, les Etats-Unis avaient déjà opposé leur veto à un projet de résolution exigeant la fin de l'incursion israélienne à Gaza, lancée en juin suite à la capture du soldat israélien Gilad Shalit par des résistants Palestiniens.

(Samedi, 11 novembre 2006)

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=3496

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Marzûq al-Halabi : Au commencement, l'épuration ethnique.

(Inspiré par la politique israélienne actuelle)

5 novembre 2006

Nous avons toujours affirmé que le danger qui menace le système politique en Israël, que les fondateurs ont voulu démocratique, gît à la droite et non à la gauche de la classe politique. Il s'agit d'une droite politique, idéologique et pratique, enracinée et dispersée dans tous les partis sionistes. Nous considérons, pour notre part, que la gauche sioniste est en majorité de droite, selon les critères européens! Tout observateur de l'évolution de la pensée politique en Israël peut facilement découvrir une réalité, celle que les forces de la gauche sioniste traditionnelle, et leurs partis, n'ont pu s'arracher au temps, n'ayant pu s'éloigner de leur implication à l'origine, au niveau de leur pensée et de leurs pratiques, aux idées d'épuration ethnique, d'expulsion et d'isolement spatial. Les Juifs qui ont naïvement cru qu'il était possible de vivre en Palestine en commun avec son peuple d'origine, ont été écartés de différentes manières. Quant à ceux qui ont voulu que la présence juive en Palestine soit une entité culturelle et non politique, ont été entièrement supprimés. Disons que la dominante fut pour ce courant sioniste conflictuel qui a considéré que sa présence dans cet espace est une négation de son peuple originel, qu'il ne peut se réaliser qu'en supprimant les Palestiniens, avec tout ce que comporte cette expression. Quant au parti travailliste sous la direction de Ben Gourion, qui s'est déclaré et s'est présenté comme étant la voix de la modération ou du choix pragmatique, il fut en fait le moteur du projet sioniste consistant à installer un Etat national juif dans l'espace palestinien, avec le prix du nettoyage de cet espace de sa population d'origine.

Par cette introduction, nous voulons analyser la politique israélienne aujourd'hui, qui porte dans ses profondeurs des indications plus lointaines que le terme politique peut décrire. La question n'est pas dans la nomination de Lieberman qui dévoile les rêves collectifs de la société juive concernant la géopolitique, et en même temps la crise de la société juive en Palestine et son enfermement dans le ghetto qu'elle s'est érigée. Il s'agit d'une crise qui se manifeste dans la destruction de la théorie de "l'imminence technologique" ou du "fondamentalisme scientifique", comme certains l'ont appelée, basée sur la supériorité technologique israélienne supposée et absolue qui devrait garantir la victoire permanente d'Israël, en tant qu'Etat et en tant que société, contre tout adversaire, et lui permettre de vaincre tout défi! A partir de cette supposition, la société juive a développé, par le biais de ses forces "libérales", une démocratie basée sur le chauvinisme juif, dont les constantes demeurent presque inchangées. Cette démocratie et ce libéralisme sont demeurés prisonniers, incapables d'estimer et de rendre compte. Ils ne reconnaissent pas l'injustice historique envers les Palestiniens qui a été exilé, qui est resté ou qui a été soumis à l'occupation, ni envers les juifs orientaux qui ont été apportés de l'espace arabe pour les rendre ashkenazes (occidentalisés) car ils démentent la théorie que le juif sioniste est une négation de l'Orient et de tout ce qui y vit. Ce qui signifie que cette société qui considère le conflit comme ayant commencé en 1967 n'a pas pu se réconcilier avec elle-même pour ce qu'elle a commis et demeure incapable de dire son histoire violente et catastrophique qu'en se posant en victime. Elle n'a pu s'approcher, que pour une période très courte et avec timidité, de l'honnêteté avec elle-même, que lorsque des historiens post-sionistes et post-coloniaux, se

sont exprimés dans le climat instauré par les accords d'Oslo (Benny Morris et d'autres). Mais très vite, une partie d'entre eux a reculé, revenant à son parcours originel.

Dans ce cadre, la société juive peut recommencer ses succès et ses erreurs. La nomination de Lieberman n'indique pas la nature des changements politiques en Israël, mais une réalité plus profonde, celle affirmant que l'épuration ethnique était et est encore une possibilité et une alternative pour cette société ! Comme si les élites israéliennes dont la théorie relative à "l'imminence technologique" a subi un échec cuisant dans la résolution du conflit avec les Arabes et les Palestiniens et à garantir leur présence en Palestine, se sont repliées sur le point de départ, lorsque la solution était de jouer avec la démographie en s'y appuyant, et nous avons assisté à la Nakba et ses effets, jusqu'à nos jours. Ce qui veut dire que ces élites considèrent que cette alternative est l'ultime succès et la réalisation de ses buts, et qu'il est possible d'y revenir.

Nous devons voir, ici, le lien entre la nomination de Lieberman et la dernière guerre contre le Liban, guerre au cours de laquelle Israël a, une fois encore, eu recours à une capacité de destruction infernale, qui ne correspond absolument pas à ce qui se passe aux frontières avec le Liban. Ce qui signifie que la société israélienne peut, à tout instant, produire le terrible et le catastrophique, au niveau des actes et des politiques. Ceci n'est pas étonnant, même si nous aimons nous étonner de temps à autre, sachant que l'histoire du conflit n'a laissé aucun scénario que nous n'ayions vécu ni vu, et dans ses formes les plus multiples... Ce qui n'est pas réglé par la force sera réglé par encore plus de force ! Et je ne vois dans "la philosophie" de Lieberman, qui n'a modifié aucun mot par rapport à ses prédécesseurs, que la manifestation de cette idée promettant de crimes israéliens futurs. Lieberman n'est pas l'homme qui suscite notre inquiétude, mais c'est ce qu'il personnifie, le choix de la violence fait par les nouvelles élites juives israéliennes que nous voyons imiter les élites fondatrices, qui ont profité du climat de la deuxième guerre mondiale pour se jeter, sans aucune pitié, sur la Palestine et son peuple, prenant prétexte de la justesse de la cause juive et la souffrance du fait des massacres commis par le nazisme. Ce qui est inquiétant, c'est cette légitimité renouvelée des solutions violentes qui sortent du goulot de la bouteille où Israël s'est placé après sa première guerre contre le Liban.

La soumission des Palestiniens est le seul choix stratégique aujourd'hui pour la société juive en Palestine, depuis qu'elle a refusé de reconnaître la production de la question palestinienne. Ce choix a échoué, ni les Palestiniens se sont soumis, ni ils ont disparu de l'espace. L'incapacité à réaliser ce choix a donné naissance à une congestion puissante et à un désir d'asséner aux Palestiniens une autre leçon, en donnant un coup mortel ou ce qui lui ressemble, surtout que la capacité de frappe israélienne a été ébranlée depuis l'échec au Liban en 1983, la première puis la seconde Intifada. Cette congestion pousse et mobilise l'ensemble des énergies de cette société dans une tentative, qui devra inévitablement parvenir, pour trancher.

A partir de là, et que nous excusent les analystes et les commentateurs qui occupent les chaînes satellitaires et les radios si nous ne partageons pas leur avis, il ne s'agit pas pour Olmert, chef du gouvernement israélien, de défendre son poste ou son alliance fragile gouvernementale. La participation de Lieberman dans l'espace politique est semblable à la mise en place d'un mur d'apartheid dans l'espace géographique. Dans les deux cas, il s'agit d'indiquer une mentalité politique et une réflexion concernant le Palestinien et son espace. Les deux mêlent la force et la peur, la crise ou le problème. Il y a une force militaire et politique soutenue sur le plan international et une peur juive de perdre le pari contre l'histoire et l'espace, et un problème matérialisé par le Palestinien. Le mur est venu pour isoler le lieu et alléger le poids de la démographie, comme le désengagement unilatéral de Gaza. C'est la même politique qui est appliquée dans l'espace politique, en faisant appel à Lieberman comme il fut fait appel au mur à l'époque. Rappelons que l'idée du mur, tel qu'il est matérialisé sur le terrain, est d'abord une idée issue de la philosophie de la gauche israélienne, et ensuite, de sa politique. Dès le début, l'idée préférée par les forces influentes du mouvement sioniste est la séparation entre les juifs et les Palestiniens dans l'espace. Ils ont poussé ce choix jusqu'à l'épuration ethnique. L'idée est reprise actuellement avec le mur et en accordant la légitimité totale, avec le poste de ministre des affaires stratégiques, à une personnalité qui représente le choix renouvelé de l'épuration ethnique !

Ce qui se passe actuellement en Israël, c'est le retour au point de départ, et le renouvellement du choix de l'épuration ethnique que les élites israéliennes brandissent pour que nous apprenions la leçon ! Il n'y a aucun doute que cette voix, même si elle est portée par Lieberman et son parti, représente une voix collective juive qui s'exprime de temps à autre, des tribunes les plus importantes et par de grands responsables de l'Etat. Que se déroule donc ce qui s'est déjà passé, et l'injustice qui a suivi ! S'ils mentionnent Lieberman, c'est pour que nous demandions la protection, nous récitons les prières et regrettions les jours du Likoud et de Sharon, des travaillistes et de Peretz et les autres participants à la tragi-comédie ! Ils le mentionnent pour que nous l'entendons afin que nous les supplions de ne pas le faire participer au gouvernement ! Tout à fait comme depuis des dizaines d'années, lorsqu'ils ont mis l'occupation en discussion, l'ayant considérée comme le début, afin que nous oublions la Nakba, l'exil forcé, l'épuration ethnique ou que nous considérions que le début du conflit date de 1967 !

La nomination de Lieberman au gouvernement en Israël, en réalité, ne purifie aucun des politiciens israéliens, ni de "gauche" ni de "droite", ni ne peut les transformer en héros de la paix, de la modération ou de la démocratie. Car la question n'est pas dans le vocabulaire, ni dans les personnages, mais dans la philosophie politique produite par les élites juives en Palestine, dès leur installation dans le lieu, et même avant. Lieberman a une autre signification, qui prend sa racine dans la philosophie raciste victorieuse militairement, armée de la théorie de la supériorité technologique et du fondamentalisme scientifique, et qui produit quotidiennement mille phénomènes semblables.

C'est ce qui est inquiétant, surtout lorsque la peur et la force, rejoignent cette philosophie, annonçant des catastrophes terribles, qui ne seront pas limitées à l'expérience juive, mais à toute la planète.

Au commencement, ce fut l'épuration ethnique, et ils peuvent appeler à elle sous prétexte de guerre préventive ou d'autres justifications. Ils peuvent trouver dans la peur collective juive des charges suffisantes pour détruire l'humanité et les pierres !

Marzûq al-Halabi

Traduit par : Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

3-2 Point de vue de Salim Jubran : Adolf Lieberman .

Depuis la création de l'Etat d'Israël en 1948, deux systèmes politiques diamétralement opposés sont en application, l'un envers les Juifs et l'autre avec la population d'origine, la minorité palestinienne.

Le juif se promène libre partout, pendant que l'arabe a besoin d'autorisation pour se rendre d'une ville à l'autre, toute proche, même s'il s'agit d'une visite urgente, comme pour aller chez un médecin. Les juifs sont des citoyens libres qui se déplacent comme ils veulent, alors que les arabes sont enfermés dans des ghettos clos.

L'Etat juif émet des lois pour voler les terres des arabes, qu'ils ont héritées de leurs pères et aïeux, afin de les donner aux juifs qui viennent en Israël, en provenance de Russie, de France ou d'Argentine. Et aujourd'hui, après 60 ans de la création de cet Etat hébreu, le touriste peut venir en Galilée pour constater deux sociétés entièrement différentes, des villages à forte densité de population, comme les ghettos, pour les arabes (après que leurs terres aient été volées) et des villages qui baignent dans une verdure éclatante comme en Europe, des villages pour les Juifs, bien évidemment.

Nous avons toujours dit, nous qui sommes restés dans notre patrie, mais assiégés, que la démocratie israélienne est semblable à l'antique démocratie grecque, une démocratie pour les libres seulement, quant aux esclaves, ils n'ont que l'humiliation entière, la violation entière de leurs droits humains.

Notre voix, de l'intérieur de notre siège, parvient difficilement au monde, vers l'Europe, les Etats-Unis, les Nations-Unies et les organisations internationales des droits de l'homme, car la voix de l'institution israélienne dominante dit au monde, dans une arrogance raciste et blanche, que la démocratie israélienne est le seul oasis de la démocratie au Moyen-Orient.

Le vrai récit global de notre tragédie dans notre pays n'a pas encore été "raconté". Tout comme ne l'a pas été la topographie historique, sociale, économique et culturelle de notre état, à l'intérieur de notre siège. Comment le prisonnier peut, dans sa cellule fermée, ne pas désespérer ? Cette question, se la pose celui qui n'est pas dans la cellule, et celui qui est enfermé dans la cellule lui répond : si je désespère, à quoi cela servira-t-il ? Ma situation sera-t-elle meilleure ? Les 150.000 Palestiniens qui sont restés dans leurs villes et villages, immédiatement après la Nakba, sont devenus actuellement un million 250.000 Arabes palestiniens. Nos pères et grand-pères ont cassé et travaillé la pierre, nos pères ont "cuisiné" la soupe du sol, et fondamentalement, nous ont nourris des fruits des arbres.

Le fait que la minorité palestinienne soit restée dans la patrie, qu'elle se soit développée et que sa conscience se soit forgée sont une épopée héroïque. Et si le monde arabe était, politiquement et médiatiquement, développé et moderne, il l'aurait présentée au monde comme une odyssée moderne. Mais au cours de dizaines d'années, les médias officiels stupides se sont comportés avec nous comme si nous étions des "traîtres", des "sionistes" ou des "collaborateurs". Et lorsqu'en Europe, nous rencontrons quelques "nationales" arabes, ils refusaient de s'adresser à nous, car nous étions les "collaborateurs de l'ennemi sioniste", ni plus ni moins.

Année après année, le système israélien s'est mis à arracher les racines des vivants, à pratiquer une discrimination de plus en plus manifeste, de plus en plus insolente, ne cherchant plus à la camoufler par des artifices variés.

Je rappellerai à ceux qui ne se souviennent plus que le raciste Meir Kahana, le fils du racisme américain, est devenu membre du parlement israélien dans les années 70 du siècle dernier, alors qu'à l'époque, une certaine gêne existait encore dans la "gauche" et la "droite", amenant la Knesset presque unanime à émettre une loi spéciale pour chasser Kahana de la Knesset. Begin, dirigeant de la droite israélienne avait déclaré que lorsqu'il se rappelle ce que les nazis ont fait aux Juifs en Allemagne, il n'est pas prêt à autoriser à un raciste juif hostile aux Arabes à demeurer à la Knesset !!

Actuellement, les masques sont tombés, les illusions aussi, et le mensonge. La prostitution démocratique est à nu... Avigdor Lieberman, émigré russe arrivé en Israël dans les années 70, est devenu chef, chef national, il a fondé un parti dont la base est constituée de russes, et c'est un parti fasciste et raciste, selon tous les critères.

Il y a quelques années, il a proposé de lancer des bombes "non conventionnelles" sur le barrage d'Assouan (en Egypte), et une attaque militaire surprise sur la Syrie et sur l'Iran.

Aujourd'hui, après une expérience politique, il considère que les Arabes palestiniens qui vivent à l'intérieur de l'Etat d'Israël, sont le problème réel d'Israël et se pose la question : pourquoi l'Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza devrait-elle être unilatérale alors qu'Israël est "bi-national" et que 20% de sa population est palestinienne ?

Il a insisté, dans tous ses programmes politiques électoraux et dans sa vision politique, sur ce problème. Tous reconnaissent que cette propagande est raciste, et qu'il s'agit d'une menace collective contre un million et 250.000 Arabes Palestiniens, qui sont en même temps des citoyens de l'Etat d'Israël.

Même le chef du gouvernement Ehud Olmert a déclaré que "les opinions de Lieberman ne sont pas les miennes,

et les positions du gouvernement ne sont pas celles de Lieberman, et il le sait". Mais, M. Olmert, Lieberman n'est pas un simple citoyen de l'Etat d'Israël, il est à l'intérieur du gouvernement, il est le vice-premier ministre aux affaires stratégiques, il est membre de la haute commission de la sécurité dans le gouvernement, et on dit aussi qu'il est responsable de la confrontation au "danger iranien". Et nous, les Arabes Palestiniens en Israël, nous nous demandons : est-il responsable aussi du danger que représentent les Arabes Palestiniens en Israël ?

Lieberman n'est pas actuellement un chien qui aboie sous sa seule responsabilité, il est vice-premier ministre du gouvernement d'Israël. Et s'il en est ainsi, et pas moins que Heider (en Autriche), ne pouvons-nous pas dire que le racisme est officiellement présent à l'intérieur du gouvernement d'Israël ?

Israël vocifère, officiellement, lorsqu'un raciste ou antisémite occupe une place en Europe ou en Amérique du Sud, il hurle chaque fois que le président iranien Ahmadinajad fait une déclaration, quelle qu'elle soit, et la question est : est-ce que le racisme chez les autres est dangereux, empoisonné, menaçant pour les Juifs alors que le racisme chez les juifs fait partie de la liberté d'expression ?

Lieberman a clairement exprimé sa philosophie raciste dans une longue interview accordée au britannique Sunday Telegraph, et les politiciens arabes, du Golfe à l'océan, lisent l'anglais. Qu'ils lisent donc les nouveaux bijoux du nouveau Führer Adolf Lieberman et qu'ils les diffusent dans le monde, qu'ils les annoncent aux Nations-Unies et à l'Unesco. Mais les régimes arabes sont silencieux car le maître américain les a écrasés et leur a dit de se taire. Ils se sont tus.

Et nous, les Arabes Palestiniens, qui sommes restés sur la terre de nos pères et de nos aïeux, nous n'avons été ni stupéfaits ni épouvantés, et nous disons en hébreu aux juifs : nous étions ici, avant que vienne Lieberman en émigré sur notre terre, et nous resterons ici, même après la disparition de Lieberman, en tant qu'individu et en tant que phénomène.

Mais nous mettons en garde Israël, les Arabes et le monde !

Faites attention au serpent nazi (juif) qui lève sa tête et qui élève la voix, en toute confiance.

Salim Jubran

Salim Jubran est poète, écrivain palestinien. Il vit à Nasra (Nazareth).

Transmis et traduit par le Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

palestine_en_marche@yahoo.fr

Sources [CCIPPP](#)

3-3 Point de vue de Uri Avnery : Lieberman et le déclin de la démocratie en Israël.

L'arrivée cette semaine de Lieberman au cœur du système politique marque le début d'un nouveau chapitre dans les annales d'Israël. Le moment où cela arrive n'est pas neutre car, au cours des 56 années de son existence, la démocratie israélienne ne s'est jamais trouvée à un niveau aussi bas.

dimanche 12 novembre 2006, par Ashoka

Près de 40% d'Israéliens n'ont pas voté lors des dernières élections d'il y a six mois, plus du double de ce qui se passe d'habitude. Depuis, les affaires de corruption se sont succédées.

Le Président va bientôt faire l'objet de poursuites judiciaires et être accusé de viol et de méfaits de nature sexuelle. Le Premier Ministre fait l'objet d'enquêtes multiples pour corruption, avec des milliardaires locaux et étrangers. Deux ministres sont déjà en train d'être jugés. Un nuage sombre de corruption flotte aussi sur Ariel Sharon et sa famille. Les Israéliens ont le sentiment général que le groupe au pouvoir est cynique et corrompu, ce qui transparaît dans leur comportement en public.

Même si les politiciens en Israël n'ont jamais été reconnus pour tenir leurs promesses électorales, c'est encore bien pire maintenant et c'est fait au vu et au su du public. Ehud Olmert a fait campagne sur un plan spécifique et détaillé, présenté comme " la convergence ". Maintenant il annonce sans complexes qu'il l'a abandonné. En fait, on se rend compte que son seul objectif est de rester au pouvoir, coûte que coûte. Amir Peretz a bénéficié de nombreux votes car il avait promis une révolution sociale, en prétendant mettre fin à l'oppression contre les faibles et les laissés pour compte, les vieux, les malades, et les sans emploi. Le fossé entre riches et pauvres en Israël est l'un des plus béants qui existent dans le monde industrialisé. Peretz avait aussi promis de travailler pour la paix avec les Palestiniens. Le lendemain même des élections, Peretz a trahi ses promesses de façon ouverte, sans aucune honte et avec une malhonnêteté flagrante. Il obtint le ministère de la défense, persuadé que ce serait le meilleur tremplin pour sa carrière. Il a œuvré sans cesse pour l'augmentation des budgets militaires et, au lieu de la paix, il a été un des principaux artisans de la guerre. Il a aussi violé cette semaine sa promesse de ne jamais faire partie d'un gouvernement dont ferait partie Avigdor Lieberman. Quasiment tout le parti travailliste a fait de même, à l'exception honorable de Ofir Pines-Paz, qui a présenté sa démission et dont le poste vacant est brigué par quatre des collègues de Peretz au parti, dont Ehud Barak.

La première action d'envergure de l'équipe Olmert-Peretz a été de faire la guerre contre le Liban et, rajoutant l'injure à la blessure, de bloquer la mise en place d'une commission d'enquête judiciaire pressentie pour faire toute la lumière sur cette débâcle. La guerre a laissé les Israéliens avec un sens profond de détresse, en plus du dégoût provoqué par les trahisons politiques et les affaires de corruption. La démocratie en Israël paraît complètement pourrie, corrompue et incompétente. Cette situation est un terreau pour l'entrée de forces fascistes

dans la vie politique d'Israël.

Sur ce, Liberman entre au gouvernement. Il prône le transfert et l'expulsion de tous les citoyens Arabes d'Israël. Il menace l'Égypte de détruire ses infrastructures en faisant sauter le barrage d'Assouan. Il exige l'exécution des Israéliens Arabes de la Knesset pour collusion avec les Syriens et les chefs du Hamas, tout comme Rehavam Ze'evi, dont la mémoire a encore été honorée à la Knesset, proposait le nettoyage ethnique. Le chef du parti d'union nationale, le Général Effi Eytam, tient les mêmes propos inquiétants.

Alors que Liberman, lors de son ralliement au gouvernement Sharon il y a 5 ans représentait un groupe marginal des nouveaux immigrants, c'est loin d'être le cas aujourd'hui. Liberman, qui rejoint le gouvernement d'Olmert est le chef d'un parti puissant et qui le devient encore plus de jour en jour. Le parti de Liberman est tout à fait différent du parti Kadima et du parti travailliste en décomposition. Il est organisé sur des bases militaires, avec un chef unique et tout-puissant. Sa base majoritaire est formée par les émigrants de l'ex union soviétique, et le parti recrute également dans d'autres partis. Ce parti attire les pauvres et les peu nantis, tout comme le parti bolchevique que Liberman fréquentait en URSS. Rappelons la formule que le bolchevisme moins le marxisme égal le fascisme. Dans un contexte où le système pseudo démocratique déplaît aux électeurs, où le sentiment que " tous les politiciens sont des truands " et que " le système est pourri à la base " domine, quelqu'un comme Liberman est un danger réel pour la démocratie.

Un vieil adage prétend qu'Israël ne peut réaliser que deux de ses trois souhaits : Être un état juif, être un état démocratique et tenir tous les territoires entre la Méditerranée et le Jourdain. Israël peut tenir tous ces territoires et être démocratique, au prix de ne pas être un état juif. Israël peut tenir tous ces territoires et être un état juif, mais alors il n'est plus une démocratie. Israël peut être un état juif et démocratique, mais alors il est impossible de tenir tous ces territoires.

Cet adage a été la base de la politique annoncée d'Israël depuis le début. Les arguments principaux de Sharon pour sa " séparation " et d'Olmert pour sa " convergence " étaient exactement cela : Que pour qu'Israël reste un état juif et démocratique il fallait abandonner les territoires Palestiniens occupés à majorité dense de population arabe.

L'extrême droite propose une solution qui prétend que les trois souhaits peuvent être exaucés. La solution est le nettoyage ethnique, l'expulsion de toute la population arabe. Comme cette solution est impensable en régime démocratique, il faut qu'il y ait un chef puissant, sous-entendu qu'une dictature flagrante ou déguisée s'établisse en Israël. Bien entendu tout cela n'est pas dit de façon explicite dans les discours actuels, mais pour qui sait entendre, il peut tirer ses conclusions soi-même.

Le phénomène le plus significatif à l'heure actuelle est le manque de réaction du public israélien. Même les Arabes d'Israël restent passifs et sans réaction, ce qui n'était guère le cas lors du " jour de la terre " en 1976 quand les citoyens arabes protestèrent contre l'expropriation de leurs terres, ou lors de l'incident de la Mosquée Al Aqsa en Octobre 2000. Ce manque de réaction rappelle les derniers jours de la République de Weimar. Peut-être que Liberman ne pourra mettre à exécution son plan. Pour cela il faudrait que les forces démocratiques en Israël se réveillent.

[Uri Avnery](#)

Uri Avnery est un écrivain israélien.

Traduit par Ashoka..

3-3 Point de vue de Uri Avnery : Lieberman et le déclin de la démocratie en Israël.

Abbas et ces trois hommes ont non seulement organisé les grèves massives des voyous de la sécurité du Fatah qu'ils ont armé pour maintenir l'ordre dans les territoires au nom d'Israël, et les grèves des bureaucrates des ministères de l'Autorité palestinienne, mais ils ont également forcé un grand nombre de Palestiniens, y compris des enseignants et des professeurs, sous la menace des armes, à faire grève contre le Hamas, alors que la plupart d'entre eux avaient voté pour le Hamas et refusaient de se mettre en grève.

Avant que le gouvernement américain sous-traite aux militaires chiliens le renversement du gouvernement élu démocratiquement de Salvador Allende en 1973, il a mené à bien un certain nombre de missions importantes dans le pays en vue du coup d'Etat du 11 septembre.

Cela incluait d'importantes grèves, en particulièrement celle des routiers qui a paralysé l'économie, des manifestations massives auxquelles participaient des femmes au foyer et des enfants des classes moyennes brandissant des pots et des casseroles en exigeant de la nourriture, la purge d'officiers de l'armée chilienne qui s'opposaient à la suspension de la démocratie et à l'introduction d'un gouvernement fasciste soutenu par les Etats-Unis, et une importante campagne médiatique contre le régime avec la CIA qui plaçait des histoires dans des journaux comme El Mercurio et d'autres.

C'était dans un contexte où le Parti Communiste et le Mouvement Révolutionnaire de Gauche (MIR) critiquaient aussi et parfois attaquaient le régime d'Allende pour son changement des positions de gauche.

Il est important de garder à l'esprit l'exemple chilien quand on regarde la situation palestinienne aujourd'hui, puisqu'elle fonctionne comme une sorte de vidéo de formation pour des coups d'Etat anti-démocratiques planifiés par les Etats-Unis ailleurs dans le monde.

Non seulement les Etats-Unis et Israël soutiennent financièrement la préparation publique d'un coup d'Etat par la direction du Fatah (et dans le cas d'Israël, la permission de transferts d'armes à la Garde Prétorienne du Président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas), mais des services de renseignements d'un certain nombre de pays Arabes amis d'Israël et des Etats-Unis ont aussi installé très récemment leur boutique à Ramallah, montrant ainsi plus ouvertement et sans honte, leur importante implication de longue date, bien que minimisée, dans la gestion des territoires palestiniens.

En effet, la "délégation" des services de renseignements de l'un de ces pays Arabes a loué un bâtiment de plusieurs étages à Ramallah pour y mener ses opérations.

Israël a aidé ce projet en enlevant et en arrêtant les membres du Fatah qui résistent à la politique collaborationniste des hauts responsables.

Quant à la direction du Fatah elle-même, elle a périodiquement purgé les membres du Fatah qui s'opposaient à sa politique et marginalisé ceux parmi la Diaspora qui continuent à lui résister.

Les chefs du coup d'Etat du Fatah/Autorité Palestinienne se composent d'Abbas et du triumvirat gouvernant : Mohamed Dahlan, Yasser Abd Rabbo, et Nabil Amr.

Le profil de ces trois hommes les rend tout à fait appropriés pour la tâche.

- Dahlan est universellement connu comme étant un militaire corrompu, l'homme de l'Amérique et d'Israël sur le terrain.
- Abd Rabbo (ou Yasser Abd Yasser, littéralement "Yasser, fidèle de Yasser" à cause de sa soumission à Arafat) est l'architecte des Accords de Genève, qui reconnaissent le droit d'Israël à être un état juif raciste comme étant légitime et rejette le droit au retour des réfugiés palestiniens comme étant illégitime. Il a récemment confirmé la position israélienne quand il s'est battu avec le ministre des Affaires Etrangères qatari et son équipe lors de leur dernière visite dans les territoires occupés.
- Amr est l'ancien Ministre de l'Information de l'Autorité Palestinienne, et un ancien camarade du Lobby israélien, le Washington Institute for Near East Policy. C'est également lui qui écrit les discours d'Abbas et de Dahlan.

Abbas et ces trois hommes ont non seulement organisé les grèves massives des voyous de la sécurité du Fatah qu'ils ont armé pour maintenir l'ordre dans les territoires au nom d'Israël, et les grèves des bureaucrates des ministères de l'Autorité palestinienne, mais ils ont également forcé un grand nombre de Palestiniens, y compris des enseignants et des professeurs, sous la menace des armes, à faire grève contre le Hamas, alors que la plupart d'entre eux avaient voté pour le Hamas et refusaient de se mettre en grève.

Les Palestiniens qui ont combattu pendant des décennies pour garder ouvertes leurs écoles et leurs universités malgré les fermetures draconiennes des Israéliens et la suspension de l'éducation palestinienne, sont maintenant forcés d'arrêter le processus éducatif palestinien par des grèves contre le Hamas imposées par le Fatah et ses gangs armés qui menacent de tirer sur les gens s'ils refusent de suivre les directives du coup d'Etat du Fatah.

En outre, Abbas et le triumvirat du Fatah/Autorité Palestinienne ont organisé des manifestations à Ramallah de Palestiniens des classes moyennes, y compris des femmes au foyer, qui ont apporté leurs pots et leurs casseroles, dans une scène empruntée à Santiago en 1973, lors des manifestations contre le Hamas.

La presse contrôlée par le Fatah, en particulier Al-Ayyam, fomenta la majeure partie de la campagne de propagande anti-Hamas en vue du coup d'Etat et joue ainsi le même rôle qu'El Mercurio au Chili.

Al-Ayyam est aidé dans ses efforts par l'intelligentsia palestinienne laïque anti-Hamas, dont la plupart des membres sont payés par les financiers du processus d'Oslo et de ses O.N.G.s.

Ces vieux Palestiniens de Gauche, comme leurs contre-parties au Liban, sont mieux connus aujourd'hui comme

des Gauches de Droite, car ils prennent des positions de droite alors qu'ils insistent sur le fait qu'ils sont toujours des gauchistes basés sur des positions qu'ils tenaient dans les années 80 ou avant.

Le plan est que les dirigeants du Fateh/Autorité Palestinienne fassent l'impossible afin de provoquer le Hamas pour qu'il commence la guerre jusqu'à ce que le Fatah, avec l'aide des services des renseignements des pays Arabes amis, et l'aide d'Israël et des Etats-Unis, écrase le Hamas et prenne le pouvoir.

En effet, le premier round non réussi a eu lieu quand le gouvernement israélien a enlevé un tiers du gouvernement du Hamas, des ministres du Conseil et des membres du Parlement, et les a enfermés dans les prisons israéliennes.

Ce n'était pas suffisant pour faire tomber le Hamas, et ce n'était pas par le manque d'aide que le Fateh a donné aux occupants israéliens.

En plus de l'incendie du bâtiment du Conseil Législatif, les voyous du Fateh ont également brûlé le bureau du Premier Ministre, tiré sur sa voiture, brûlé les bureaux de différents ministères à plusieurs reprises, harcelé et menacé les ministres et les parlementaires du Hamas qu'Israël n'avait pas enlevés et arrêtés, refusé de permettre aux ministères du gouvernement d'agir, et ainsi de suite.

Cependant, le Hamas est sagement résolu à répondre par la force que si le Fatah lance une guerre globale pour provoquer son coup d'Etat prévu, mais pas avant.

Le coup d'Etat prévu du Fateh est non seulement basé sur la popularité du Hamas et de sa victoire électorale mais également sur la capacité accrue du Hamas à se défendre contre les forces du Fateh.

Si les Etats-Unis et Israël ont armés les voyous du Fateh sous la direction d'Arafat pour écraser le premier Intifada palestinien et tout reste de résistance à l'occupation depuis 1994, aujourd'hui, le Hamas est presque aussi bien armé que les forces du Fatah et peut défendre les droits des Palestiniens en résistant à l'occupation israélienne et aux collaborateurs palestiniens bien armés qui aident à l'imposer.

C'est là où la situation diffère aujourd'hui considérablement de celle du milieu des années 90.

Pour compenser ce nouvel équilibre des forces, le gouvernement américain, selon le journal israélien Haaretz, est en train de former la garde Prétorienne d'Abbas à Jéricho depuis plus d'un mois avec des instructeurs des armées américaines, britanniques, égyptiennes et jordaniennes, et il leur fournit des armes en vue de la confrontation avec le Hamas.

Le gouvernement israélien a, à son tour, récemment approuvé le transfert de milliers de fusils d'Egypte et de Jordanie aux forces d'Abbas.

Les Israéliens ont également approuvé la demande des Etats-Unis pour qu'Israël autorise la Brigade Badr -- une partie de l'armée de Libération de la Palestine actuellement postée en Jordanie -- à se déployer dans Gaza.

Ces étapes ont été conçues par le Général Keith Dayton, le coordinateur américain de la sécurité dans les territoires occupés, qui veut que la Brigade Badr fonctionne en tant que force de réaction rapide d'Abbas "dans Gaza".

Comme avancée possible pour augmenter sa sécurité et ses rôles militaires dans les territoires occupés, le gouvernement jordanien a récemment créé un comité juridique pour revoir les dispositions de la décision de la Jordanie "de se désengager" de Cisjordanie annoncée le 31 juillet 1988, suggérant en réalité la possibilité d'un renversement d'une partie ou de toutes ces dispositions.

Plus récemment, les Israéliens ont intensifié leurs bombardements et leurs massacres dans Gaza, le plus récemment à Beit Hanoun, en assassinant plus de 50 Palestiniens en quelques jours.

Mahmoud Abbas et son triumvirat de dirigeants hésitent, à l'heure actuelle, à se lancer dans une guerre ouverte par crainte d'une réaction du public. Ils préfèrent virer le Hamas en imposant un gouvernement "d'unité nationale" qui dégagerait le Hamas progressivement et pacifiquement.

Cependant, Abbas et son triumvirat perdent rapidement patience.

En effet, lors d'une réunion organisée à la hâte du Comité Central du Fatah basé sur la Diaspora qui devait se dérouler à Amman il y a trois semaines pour ratifier les plans du coup d'Etat, les membres du comité se sont

opposés au coup d'Etat d'Abbas soutenu par les Etats-Unis et Israël, ce qui a obligé Abbas à annuler la réunion en prétendant de façon mensongère un manque de quorum.

Cela explique le désespoir d'Abbas en organisant le coup d'Etat sans préparation adéquate.

En effet, une rumeur s'est répandue dans les territoires occupés que les attaques désespérées commises récemment contre des églises chrétiennes palestiniennes étaient le travail des voyous.

Ceux qui les ont envoyés veulent que les chrétiens palestiniens et le monde dans son ensemble pensent que c'étaient des actes du Hamas en réponse aux déclarations racistes du pape contre l'Islam. Le Hamas a dûment condamné les attaques.

Certains dans les territoires occupés pensent que le Hamas était derrière mais la plupart savent que c'était le travail d'agents clandestins.

Le plan du Fateh est simple : là où Israël et ses alliés libanais n'ont pas écrasé le Hizbullah dans la sixième guerre, le Fatah et ses alliés israéliens réussiront à écraser le Hamas, même si la guerre israélienne incessante contre le Hamas et les Palestiniens devient une septième guerre globale.

Les nombreuses visites de Condoleezza Rice dans la région ces dernières semaines avaient l'espoir de mettre les touches finales à ce plan.

Si le Hamas, comme le Hizbullah, pouvait être provoqué à répondre militairement, les organisateurs du coup d'Etat pensaient qu'alors la colère du Fatah et d'Israël (soutenus par les Etats-Unis, la Jordanie, l'Egypte, et l'Arabie Saoudite) serait lâchée pour en finir avec le Hamas.

La direction du Fateh et ses voyous affutaient leurs couteaux pour l'épreuve de force. Le Hamas est resté calme en dépit de la pression.

En attendant, Ramallah proprement dit (à l'exclusion des villages environnants), qui continue d'être ce à quoi beaucoup de gens font référence maintenant comme étant une Zone Verte palestinienne, abrite, en plus des équipes des renseignements israéliens et des pays Arabes amis d'Israël, ces Palestiniens qui sont payés et protégés par le processus d'Oslo, que ce soit la bureaucratie d'Oslo, ses techniciens, et ses intellectuels rémunérés, ou les hommes d'affaires et les classes moyennes récemment habitués au nouveau consommationisme que la Zone Verte peut offrir.

Cette vie opulente diffère de la vie du reste des Palestiniens en dehors de Ramallah qui vivent dans la misère, la famine, et sous les bombardements des Israéliens et les attaques des sauvages colons juifs, pour ne pas mentionner le harcèlement des voyous du Fateh.

A Ramallah, les voyous à la gâchette facile tirent au hasard pendant leurs manifestations, blessant et tuant parfois des passants "par erreur".

Même les quelques intellectuels laïcs qui daignent s'opposer au Fateh à l'intérieur de Ramallah sont harcelés de différentes manières.

Certains d'entre eux font l'expérience de vols mystérieux qui sont répétés à chaque fois qu'ils font des déclarations anti-Fateh.

Le maintien de Ramallah en tant que Zone Verte est primordial pour Abbas et le triumvirat du Fatah/Autorité Palestinienne, qui craignent qu'une réforme présentée par le Hamas dépouillerait l'élite des avantages de la corruption et de la dolce vita que la direction du Fateh leur assurent.

En attendant, Abbas et son triumvirat continueront à traiter le Hamas de la même façon qu'Israël a toujours traité l'OLP et d'autres pays Arabes.

Lors des négociations interminables que le Hamas a tenu avec le Fateh pour éviter une épreuve de force, à chaque fois que le Hamas était d'accord sur une demande du Fatah, le Fatah relevait les enjeux et insistait pour obtenir une autre concession ou prétendait que ses demandes initiales avaient toujours inclus des termes supplémentaires, si non ils n'acceptaient pas.

D'ailleurs, le Fateh interprétait également publiquement les concessions du Hamas après y avoir inclus des choses sur lesquelles le Hamas n'avait pas du tout donné son accord.

Si c'est une réminiscence de la stratégie des négociations post-Oslo que les Israéliens ont utilisé avec succès

avec Arafat, c'est parce que c'est la même stratégie.

Abbas est allé jusqu'à quitter les négociations, et a refusé de parler aux chefs du Hamas, tout comme les Israéliens l'avaient souvent fait avec l'Autorité Palestinienne.

D'ailleurs, si les Israéliens portent souvent des attaques clandestines contre des intérêts occidentaux pour impliquer des gouvernements Arabes, l'exemple le plus flagrant étant l'infâme affaire Lavon au milieu des années 50 visant l'Egypte, des opérations similaires sont commises pour impliquer le Hamas par des agents clandestins, comme l'illustre l'exemple récent des attaques contre des églises. Il pourrait être prévu beaucoup plus d'opérations de ce genre.

La feuille de vigne qui couvrait toujours l'entière collaboration et la soumission de la direction du Fatah aux intérêts israéliens est maintenant tombée.

En conséquence, il reste peu de choses qui puissent retenir le Fatah d'agir.

Les semaines à venir seront décidées en fonction du désir des responsables du Fatah à se battre afin de sauver leurs peaux et leurs fortunes, et de la patience du Hamas face à un tel hold-up.

En attendant, ce qui est exposé dans les territoires palestiniens n'est rien d'autre que le script chilien. Pinochet est en Palestine. Pourtant, son succès est loin d'être certain.

L'auteur est professeur assistant de politique et d'histoire intellectuelle arabes contemporaines à l'Université Columbia. Récemment, la maison d'édition Routledge a publié un de ses ouvrages : "The Persistence of the Palestinian Question" (La permanence de la question palestinienne). (Routledge, (2006).

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Aziza Darghouth : Le temps est venu de coordonner nos actions dans le cadre d'une stratégie.

Nous sommes tous conscients de la dérive "occidentale" qui a réussi dans une large mesure à intégrer les options stratégique du sionisme:

1- Blocage des institutions internationales (Nations Unies, UE, Ligue arabe...)

2- Amalgame entre Musulmans, arabe, et terroriste: la résistance est tombée dans ce cadre sous la bannière "terroriste" excusant donc

Les "ripostes d'autodéfense des sionistes".

Les actions concertées sont nombreuses:

* Les débats quotidiens sur les chaînes européennes se focalisent

sur "la violence de l'Islam, la guerre de civilisation, les réactions épidermiques des arabes et musulmans sans raison..

* La production orchestrées des caricatures...

* La leçon de théologie du pape..

3- la corruption des Etats arabes, qui ne peuvent et ne laissent exprimer volonté de leurs peuples...bloquant de ce fait toute vraie solution concertée au sein des instances internationales.
(dernièrement Israel a déclaré que certains états arabes modérés partageaient sa vision!)

4- Antisioniste: raciste et antisémite. Une loi a même été promulguée bloquant toute velléité de parler d'israel raciste. La totale maîtrise des médias occidentaux, qui ne peuvent laisser exprimer des opinions objectives, diffuser des informations, informer sur la situation inhumaine des victimes d'israel (Liban, Palestine). Les journalistes français de renom, expriment leur autocensure, leur PEUR.

5- L'orchestration de la FITNA (division et scission au sein Etats, entre Etats, entre fractions, ethnies...).

Pour cela les hordes de mercenaires, plus de 25000 en Irak, les attentats orchestrés sur les sites religieux, l'orchestration des tueries entre Chiites, sunnites...

- au Liban l'attentat contre Hariri, est un exemple de manipulation raffinée utilisant la corruption pour impliquer des parties...

6. Démolir les forces vives du monde arabe.

Les assassinats orchestrés par le Mossad sont quotidiens (Arafat,

Plus de 5000 scientifiques, cadres, universitaires... Irakiens, palestiniens,

En face que faisons nous?

Nous écrivons, nous manifestons, nous pleurons, nous hurlons en silence, nous essayons de convaincre... mais peu d'initiatives coordonnées, intégrées au sein d'une structure ou d'une instance quelconque qui unit notre dénominateur commun: la paix juste, avec un pays qui respecte les principes humains, qui dispose de frontières reconnues, d'une constitution... ce que Israël n'a pas et ne veut pas.

Nous attendons que les partis palestiniens "comprennent qu'ils sont tombés dans le piège de la fitna", que les libanais évacuent leurs divisions, que les irakiens s'unissent pour arrêter l'occupation, les massacres des snipers...

Agissons et mobilisons ensemble nos forces et nos réseaux.

* Nous devons reprendre l'appel lancé par les Présidents, Anciens ambassadeurs et diplomates de toutes nationalités pour que la question "du sionisme" et non du problème palestinien soit débattue et fasse l'objet d'une stratégie cohérente. L'association des juifs de France antisionistes, toutes les associations des juifs antisionistes partagent notre cri de détresse. Unissons nous pour être plus forts, mais aussi coordonnés dans le cadre d'une vision claire partagée par tous, pour que chaque partie définisse sa responsabilité, ses actions et ses objectifs dans le cadre d'une planification stratégique, à court, moyen et long terme. Nous avons les moyens pour cela. Les diaspora Libanaises, palestiniennes et arabes mobilisées pour la paix juste et durable doivent se joindre au mouvement..

* Nous devons faire un regroupement des listes des organismes, personnes ressources, et associations qui partagent les mêmes objectifs de base: La paix juste et durable.

* - Organiser un premier atelier pour la mise en place d'un plan d'action: objectif l'élaboration d'une stratégie de communication pour la Paix

- Définir les parties prenantes actives et les personnes ressources au sein des instances internationales (la liste de l'appel pour la paix lancé par les anciens présidents et diplomates est une plate forme préliminaire)

- impliquer l'instance de l'EUROMED, qui a en charge la paix dans cette partie du monde.

- agir selon un cadre stratégique avec des indicateurs de suivi et un processus d'évaluation continue.

Aujourd'hui les palestiniens, et l'ensemble du monde aspirant à la paix et à la dignité ont besoin de nous, mais plus de nos appels et de notre compassion.

Arrêtons de nous convaincre de ce que nous savons, ouvrons nous à ceux qui par ignorance sont actuellement les plus dangereux.

La Palestine aujourd'hui subit l'holocauste.

Le sionisme est le nazisme d'hier, cela sans aucune vision antisémite.

Aziza Darghouth
sociologue arabe.

4-2 Ziad Medoukh :Jusqu'à quand les massacres israéliens ?

Hier c'était à Jenin,aujourd'hui c'est à Beit Hanoun;et demain ça sera dans quelle ville en Palestine ?.Avec la complicité des uns et le silence des autres;le gouvernement israélien poursuit ses massacres contre notre peuple. A Beit Hanoun,une petite localité au nord de la Bande de Gaza,l'armée israélienne a assassiné en une semaine plus de 90 Palestiniens,des femmes;des enfants et des vieillards;la majorité sont des civils,sans oublier la destruction de plus de 60 maisons qui appartiennent à des civils dans cette région agricole.

L'agression israélienne a touché toute la population palestinienne dans cette ville : des hommes,des femmes,des vieillards et des enfants ,voire des familles qui sont tués,blessés,détenus et touchés par les opérations de l'armée israélienne qui ont commencées la semaine dernière et qui ont terminé par le massacre de mercredi qui a coûté la vie à plus de 25 civils et qui a blessé 55 autres. .

Quelle honte ? C'est un crime commis par le gouvernement israélien contre nos enfants,et nos femmes, des innocents dans ce petit territoire et personne ne bouge y compris les organisations qui défendent les droits de l'homme.. le monde est devenu silencieux devant ces crimes et ces massacres commis par une armée aveugle qui ne sait que détruire..

Pendant une semaine,les Palestiniens qui habitent le nord de la Bande de Gaza ont vécu une situation très dure avec le début des attaques israéliennes qui ont visé nos régions situées au nord de la Bande de Gaza,et les résultats :souffrance permanente : morts,blessés,bombardements,attaques,missiles,incursions et destruction de maisons appartiennent à des civils qui payent leur attachement à leur grande patrie la Palestine. C'est vraiment la terreur,les gens sont terrorisés par ces mesures israéliennes qui touchent avant tout les civils,personne ne vit une vie normale en Palestine,toujours des attaques voire des massacres de la part de l'armée de l'occupation contre nos villes et villages .Dans tous les cas,nous n'avons pas peur,au contraire ,cette situation difficile nous donne envie de continuer de défendre la Palestine et la terre sacrée de la Palestine.Nous allons continuer nos sacrifices pour que la Palestine vive et pour la liberté en Palestine.

Tout cela s'est passé devant un silence international et une complicité de beaucoup de pays qui n'arrivent pas à

dénoncer cette terreur et cette brutalité de l'armée israélienne.

Jusqu'à quand les massacres israéliens ? Et jusqu'à quand le silence international?

Peut être,aujourd'hui ,le monde est impuissant pour juger ces crimes,mais nous avons un grand espoir qu'un jour ce monde va bouger,et va condamner ces attaques permanentes de cette armée qui vit la déchireur,ou un jour, le peuple israélien va se réveiller et va connaître la vérité sur ces crimes de son gouvernement qui est en train de détruire la société israélienne avant la société palestinienne,sinon l'histoire dira son dernier mot,et le mot de l'histoire est très connu : les jours des criminels ne seront jamais longs.

Nous sommes pas faibles,au contraire,nous sommes plus forts que l'armée israélienne,malgré le manque de moyens et malgré la puissance militaire israélienne,car pour nous,nous sommes en train de défendre une terre,une cause noble,et un peuple opprimé.Et nous demandons une seule chose:la justice.

Pour nous les Palestiniens,nous savons bien les objectifs de cette politique israélienne,mais nous espérons que la communauté internationale réagisse d'une façon plus efficace contre cette agression israélienne permanente pas seulement contre des civils palestiniens innocents,mais contre les droits de l'Homme et contre le droit international.Et nous espérons l'envoi en urgence d'une force d'inter position internationale dans nos territoires palestiniens afin de faire arrêter les agressions israéliennes contre la population civile en Palestine.Mais surtout pour voir sur le terrain qui est l'agressé et qui est l'agresseur ,et comme ça on pourrait relancer le processus de paix en Palestine en échec total à cause de la politique agressive israélienne contre le peuple palestinien ,un peuple qui restera toujours attaché aux principes de la paix et la justice.

En cette occasion nous avons un seul mot à dire que la Palestine malgré toutes cette souffrance restera toujours vivante et que notre pays sera libre un jour grâce aux sacrifices de notre peuple libre.

Nous,les Palestiniens,nous n'allons pas oublier nos martyrs,nos blessés,les larmes de nos enfants et les cris de nos mères,ni nos prisonniers et les sacrifices d'un peuple qui a donné tout pour que la Palestine vive,et nous n'allons pas baisser les bras contre l'occupation: tout cela est écrit dans la mémoire d'un peuple courageux.

La communauté internationale doit prendre ses responsabilités,elle doit intervenir en urgence pour arrêter les violations israéliennes permanentes contre notre peuple,quant aux nous les Palestiniens,nous allons respecter nos engagements dans les accords signés,mais surtout,nous allons continuer notre volonté de croire en la paix dans notre région.

Ziad Medoukh